

Traitements des députés—Loi

M. MacGuigan: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. S'il est exact, comme l'a dit le député, que la comparaison se limitait aux revenus des particuliers, je n'ai pas les chiffres exacts avec moi, car je viens de les donner au sténographe officiel, mais il y a une chose qui ne change pas: la différence entre ce qu'a déclaré le leader du Nouveau parti démocratique à la Chambre et les faits est toujours la même.

M. Saltsman: Je ne vois pas en quoi cela changerait beaucoup la situation. Le chiffre dont nous avons parlé représentait le montant total, traitements et frais compris. Nous ne sommes pas les seuls au monde à avoir des frais. J'en ai assez d'entendre tout le monde ici se plaindre de la façon dont les députés sont maltraités. Nous ne sommes pas les gens les plus riches au monde, mais nous ne sommes pas non plus les plus opprimés de notre société.

Je vois que les députés de l'opposition officielle n'ont pas voulu manquer une aussi belle occasion de voler au secours du gouvernement. C'est nouveau et intéressant à la fois. On les entend, d'ordinaire, durant la période des questions, demander au gouvernement comment il compte juguler ce terrible fléau qu'est l'inflation au Canada, ce qu'il compte faire au sujet des diverses augmentations qui se produisent, au sujet de ceci ou de cela, et ainsi de suite. Mais du moment qu'il est question des traitements des représentants au Parlement, la question de l'inflation ne semble pas se poser. Je me demande ce que les membres de l'opposition officielle diraient si des gens d'un autre secteur de notre économie s'accordaient un relèvement de salaire de 50 p. 100. S'abstiendraient-ils d'interroger le gouvernement à ce sujet durant la période des questions?

M. Lambert (Edmonton-Ouest): Après neuf ans, allons donc!

M. Saltsman: Cela dépend de la théorie que vous préconisez. Lors du dernier relèvement de traitement, il était entendu que cette augmentation ne vaudrait pas seulement pour ce temps-là mais qu'elle servirait à reprendre le dessus et vaudrait pour les années à venir.

M. Lambert (Edmonton-Ouest): C'est absurde! Votre chef fut le seul à émettre cette idée au cours du débat.

M. Saltsman: Le débat actuel est difficile pour tous les députés. Il l'est autant pour moi que pour ceux qui ne sont pas de mon avis. Je tiens à dire bien clairement qu'il ne s'agit pas ici de me montrer supérieur sur le plan moral ni de me donner des airs de petit saint.

M. Cafik: Le député me permet-il de lui poser une question?

M. Saltsman: Je le ferai volontiers une fois que j'aurai terminé. Je regrette que mes propos suscitent une telle réaction. Je vois que le député est impatient de poser sa question. Alors je l'écoute.

M. Cafik: J'en sais infiniment gré au député. Certes, je ne cherche pas à l'emporter contre quelque député que ce soit à la Chambre. Je comprends l'inquiétude du député. Il parle des tiraillements que provoque chez lui cette question, tiraillements qu'éprouvent également ses collègues. Je me demande s'il lui serait difficile d'appuyer mon amendement, qui rendrait facultative l'application de la mesure à l'étude—les députés qui ne voudraient pas de relèvement de traitement ne seraient pas obligés de l'accepter. Le député appuierait-il une formule de ce genre?

● (1640)

M. Saltsman: Monsieur l'Orateur, cela me semble une excellente suggestion et je suis vraiment heureux qu'on l'ait faite parce que nous devrions sur ce point étendre l'application d'un principe commun aux libéraux et aux conservateurs. Les députés du parti libéral ont voté contre la pension de vieillesse pendant des années et votent encore contre toutes les modifications que nous présentons pour augmenter ces pensions; ils ne toucheraient pas la pension de vieillesse. Le parti conservateur qui a adopté une attitude si hargneuse contre le Régime de pensions du Canada devrait se passer des prestations et ceux qui n'aimaient pas le programme d'allocations familiales mourraient en leur âme et conscience refuser cette allocation.

Monsieur l'Orateur, tout cela est ridicule, et le député le sait. Je regrette seulement de lui avoir donné l'occasion de faire ce genre de déclaration ridicule. Nous avons à maintes reprises voté contre des choses dont nous savons que nous ne pouvons même pas les refuser. Nous le savons, mais allons-nous bâcler un débat très important à la Chambre à cause de ce genre de suggestion creuse? Je crois que le débat mérite mieux que cela.

J'aimerais revenir au sujet du débat et à son importance pour les députés. Même si le NPD semble être du côté des bons, ce qui est important, c'est qu'aucun député ici n'en sortira glorifié. Nous en souffrirons tous, monsieur l'Orateur. Chaque parti à la Chambre, chaque député à la Chambre et, à long terme, le parlement en seront discrédités. Il est important de s'en souvenir. A une époque où la plupart d'entre nous parlent ici et là des maux de l'inflation et de la nécessité de se serrer la ceinture et dénoncent divers éléments cupides de notre société, nous donnons nous-mêmes un exemple de cupidité. Voilà ce qui cloche. Notre parti a pris position et nous semblons être du côté des bons dans ce débat. Mais on n'a qu'à regarder les sondages d'opinion publique pour constater que nous n'avons pas obtenu de crédit pour la position que nous avons prise. On dénigre le Parlement, au Canada.

C'est très bien d'adopter la position qu'a prise le député de Témiscamingue (M. Caouette) et de susciter rires et applaudissements. J'aimerais que l'on puisse dompter certaines autres personnes aussi bien qu'il a su dompter ses députés. Il s'en est pris à la presse, monsieur l'Orateur. Ce matin même, un éditorialiste soutenait que nous ne devrions obtenir absolument aucune augmentation tant que nous n'aurions pas réglé le problème de l'inflation. Il est évident que nous ne parviendrons pas à régler le problème de l'inflation au cours de la présente législature ni au cours d'aucune autre. Les députés ont certes droit à une augmentation. Ce n'est pas de cela dont nous discutons. Mais de s'en prendre à la presse et soutenir qu'elle n'a aucun droit de nous critiquer n'a rien de réaliste. On connaît d'autres pays où l'on a l'habitude de piétiner la presse quand elle s'éloigne de la ligne à suivre, mais ce n'est pas dans nos habitudes ici. Bien que je puisse ne pas aimer ce que la presse dit de nous, je dois avouer que ce n'est pas toujours immérité.

N'eût été le Nouveau parti démocratique qui a tenu bon à Noël, qui a même peut-être outrepassé les bornes, l'augmentation aurait été adoptée en moins de deux. C'est ce que le gouvernement espérait. Mais, par la position que nous avons prise, insistant sur le fait que la hausse était trop élevée, qu'une meilleure solution devrait être adoptée, nous avons, à mon avis, bien servi le pays. La presse n'a pas agi seule, en s'emparant de la nouvelle et en enflammant l'opinion publique par les éditoriaux: elle a tenté de le faire lors des dernières élections en poussant le pays à